

Dans quelle société vivons-nous? de François Dubet et Danilo Martucelli, Paris, Éditions du Seuil, 1998, 322 p.

Odette Lacasse

Volume 19, Number 1, 2000

Mouvements sociaux, enjeux institutionnels et démocratisation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040213ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040213ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lacasse, O. (2000). Review of [*Dans quelle société vivons-nous?* de François Dubet et Danilo Martucelli, Paris, Éditions du Seuil, 1998, 322 p.] *Politique et Sociétés*, 19(1), 173–176. <https://doi.org/10.7202/040213ar>

Dans quelle société vivons-nous ?

de François Dubet et Danilo Martucelli, Paris, Éditions du Seuil, 1998, 322 p.

La société dans laquelle nous vivons est à ce point déroutante qu'elle ne peut être abordée, selon plusieurs, que sous l'angle de la crise. À l'encontre d'une telle perspective, François Dubet et Danilo Martucelli nous proposent ici de saisir la dynamique sociale de cette fin de siècle à partir d'un double regard. Faisant appel à une épistémologie des sciences sociales et à l'observation des transformations des conduites collectives, les deux auteurs nous invitent à dépasser l'opposition traditionnelle entre, d'une part, la théorie et la pratique et, d'autre part, le sujet et son action, pour aborder dans toute sa complexité la vie sociale qui est la nôtre. Utilisant comme point de départ l'idée traditionnelle de société, c'est-à-dire en tant que représentation totalisante de la vie sociale, les auteurs nous conduisent à travers une lecture des transformations successives de cette idée même de société, depuis son avènement jusqu'à son dépérissement dans les sociétés postindustrielles. Nous verrons comment, tout en servant à décrire un ordre social correspondant à la révolution industrielle et démocratique, l'interprétation de l'idée de société a aussi contribué à en décrire l'ordre, la cohérence et l'unité. Prenant acte de la spécificité du contexte d'émergence des idées de société et de modernité — c'est-à-dire de leur élaboration conjointe — les auteurs ont délibérément choisi, dans le cadre de cet ouvrage, d'en examiner les fondements communs.

Tout au long de leur texte, F. Dubet et D. Martucelli s'efforcent de montrer pourquoi l'idée de société, malgré le constat initial de son épuisement, ne doit pas être abandonnée et ce, bien qu'elle ne corresponde plus à une représentation donnée du monde. En conséquence, il nous est proposé d'aborder la société dans laquelle nous vivons en tant que production constante, engageant la volonté des acteurs dans la construction de la cohésion sociale. Afin d'expliquer le passage d'une vision sociale homogène à une vision sociale hétérogène les auteurs situent d'abord les moments de rupture. Au-delà du problème que pose la désarticulation des fondements de l'idée de société, ils préfèrent nous entraîner à travers les déchirements qu'elle provoque, tout en évitant de sombrer dans les thèses dénonciatrices et le thème de la crise auxquels se confronte désormais toute idée de société. À partir d'exemples concrets puisés dans le contexte français, les deux auteurs montrent comment la restructuration des rapports sociaux et des rapports de production, tout autant que les phénomènes de désinstitutionnalisation et de construction identitaire des individus, ont transformé l'action collective et les mouvements sociaux. L'attention se porte sur les ruptures les plus significatives, c'est-à-dire celles qui se produisent entre l'acteur et le système, entre la structure sociale et la culture, entre le système d'intégration et les processus d'intégration sociale et, enfin, entre le rôle et l'expérience du

sujet. Mais, de toute évidence, le seul constat des ruptures ne peut suffire. Pour interpréter ces changements et nous conduire vers d'autres représentations des systèmes sociaux une relecture des deux principaux thèmes ayant servi d'assise à l'idée même de société — les classes sociales et les institutions — s'avère nécessaire.

Dans un premier temps, nous voyons en quoi la notion traditionnelle de classe sociale, autrefois capable de mettre en relation les dimensions structurelles de la société avec la dynamique des rapports sociaux, ne nous permet plus de saisir la nature de l'action collective. La diversité des positions dans la structure de production, l'inadéquation des critères de formation des classes, la non-correspondance entre les intérêts et l'action de classe et la pluralité des formes d'actions collectives participent à l'émergence d'une réalité plurielle, sans ancrage stable. Dans les sociétés postindustrielles, l'apparition d'un espace pluridimensionnel des classes sociales contribue à l'acceptation de la disparition pure et simple des classes sociales. Cependant, s'il est vrai que la vie sociale ne se structure plus à partir d'un principe central, cela ne nous autorise pas, selon les auteurs, à conclure à la disparition de la domination sociale. Simplement, la nouvelle structuration des rapports sociaux appelle de nouvelles positions, ordonnées à partir d'un nouveau principe de structuration, qui s'appuient sur la désarticulation des modes de production et de reproduction. C'est à partir de cette double chaîne de causalités structurelles que l'on pourra finalement saisir comment s'organisent les nouvelles formes d'exclusion sociale. Afin d'éclairer ces nouveaux processus d'exclusion-intégration sociale, les auteurs expliquent les relations qui existent entre les problèmes liés au travail et à l'emploi — impact des nouvelles technologies sur l'organisation du travail, mondialisation, précarité de l'emploi, émergence d'une nouvelle philosophie du travail, etc., — et ceux liés à la transformation des rapports traditionnels de classe. Ils portent ainsi un puissant éclairage sur la rupture des anciens mécanismes d'intégration sociale.

Dans un deuxième temps, François Dubet et Danilo Martucelli nous invitent à un examen du processus continu de désinstitutionnalisation. Nous y voyons comment ce processus, qui a autrefois assuré la socialisation des individus et la construction des personnalités individuelles, renverse l'homogénéité des valeurs, des normes et des rôles. À partir d'exemples divers liés à des institutions fondamentales telles que la famille, l'école et l'Église, les auteurs montrent l'importance du déchirement entre le processus de socialisation et le processus de subjectivation. Cherchant à dépasser ce constat, ils nous révèlent, à travers une analyse minutieuse, les effets que provoque ce déchirement, notamment entre les rôles sociaux d'un côté, et de l'autre, entre les positions sociales et les dimensions subjectives de l'expérience des individus. Les résultats de ces disjonctions sont évidemment multiples et de différents ordres. Ils engendrent l'individualisme et la liberté d'où jaillissent respectivement les possibilités et les contraintes, tout autant que les illusions et les déceptions. Quoi qu'il en soit, la liberté dont jouit l'individu le rend désormais seul responsable du sens de sa vie, de son action et de son identité.

Dans le contexte de la modernité avancée, la vie sociale n'étant plus fixée par les institutions, l'action sociale et les identités ne dépendent plus d'un principe central ou de valeurs qui en émergent. Elles se construisent dans l'effervescence et le choc des logiques plurielles, des intérêts, des désirs d'intégration et des demandes les plus diverses de reconnaissance identitaire. Alors que cette liberté peut être une occasion sans précédent et permettre l'éclosion des différences jusque-là refoulées, elle peut aussi être vécue comme autant d'épreuves auxquelles l'individu doit faire face. Toujours inscrites dans des rapports sociaux de domination, les épreuves personnelles sont souvent interprétées comme des problèmes dont les individus sont les seuls responsables. Combien de personnes ont interprété la perte de leur emploi comme le résultat d'un échec personnel plutôt que comme le résultat des transformations structurelles du marché du travail et de l'emploi. Les auteurs considèrent ces réactions comme une sorte de « psychologisation » des rapports sociaux, qui serait le fait d'une rencontre difficile entre une culture de l'individu et une structure de domination ne reposant plus sur les classes sociales. La difficulté d'ajustement entre ces deux moments provoque inévitablement des conséquences sur l'action collective des sociétés touchées.

Sur le plan de l'action collective, la multiplication des clivages sociaux et la séparation de la domination et de la stratification sociale se sont traduites par « l'éclatement » des mouvements sociaux. Désormais, l'action collective se fractionne et se donne sens à partir de logiques multiples, faisant de moins en moins référence aux rapports de production tels qu'articulés par les mouvements ouvriers. Les luttes sociales qui caractérisent les nouveaux mouvements sociaux, dont on peut dire qu'elles ne sont centrées ni sur le travail ni sur la lutte des classes, possèdent à présent un caractère fragmenté. À l'instar des sociétés dans lesquelles ils évoluent, les mouvements sociaux des sociétés modernes avancées ne se structurent plus à partir d'un principe central. Cependant, malgré l'éclatement des revendications, F. Dubet et D. Martucelli constatent que, loin de disparaître, la représentation de la société se recompose à travers la diversité des luttes sociales. En devenant le produit de ses acteurs, étonnamment la vie sociale n'a jamais été aussi active, et la lutte pour le pouvoir d'appropriation de sa définition est en fait devenue l'objet d'un conflit majeur. Dans ce contexte, c'est l'ensemble de la sphère publique-politique qui est touchée, voire métamorphosée. Face à la pluralité des logiques qui s'affrontent, celle des marchés, des institutions, des communautés et des individus, les auteurs proposent ni plus ni moins qu'une réarticulation des liens sociaux. Ils mettent ainsi à distance toute perspective désenchantée du monde et rappellent que la dynamique sociale des sociétés modernes avancées interpellent chaque individu dans la reconstruction d'une totalité qui ne peut se construire que dans la volonté commune de « faire société ». Néanmoins, malgré les espoirs que suscite la perspective d'échapper à l'éclatement social, une ambiguïté persiste dans l'approche des deux auteurs. Finalement, on ne peut que se demander comment se réarticuleront les liens sociaux, alors que le schéma

interprétatif de l'action collective — des conflits de production à des conflits d'ordre culturel — demeure toujours ancré pour sa part dans une approche conflictuelle des rapports sociaux.

Odette Lacasse
Université de Montréal